



# Assemblée générale

Distr. générale  
11 août 2010  
Français  
Original: anglais

---

## Commission des Nations Unies pour le droit commercial international Quarante-troisième session

### Compte rendu analytique de la 913<sup>e</sup> séance

Tenue au Siège, à New York, le mardi 29 juin 2010, à 10 heures.

*Présidente:* M<sup>me</sup> Sabo ..... (Canada)

## Sommaire

Finalisation et adoption du projet de supplément au Guide législatif de la CNUDCI  
sur les opérations garanties consacré aux sûretés réelles mobilières grevant des  
propriétés intellectuelles (*suite*)

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date de distribution du présent document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza.

Les rectifications éventuelles aux comptes rendus de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique, qui sera publié peu après la clôture de la session.



**Finalisation et adoption du projet de supplément au Guide législatif de la CNUDCI sur les opérations garantissant des sûretés réelles mobilières grevant des propriétés intellectuelles (suite)**

(A/CN.9/700/Add.6; A/CN.9/XLIII/CRP.7 et A/CN.9/XLIII/CRP.8)

1. **La Présidente** demande instamment à la Commission d'être souple et objective dans le règlement des questions en suspens, compte tenu du peu de temps imparti. Il peut être possible de soumettre les questions de la constitution et de la réalisation, ainsi que de l'administrateur de l'insolvabilité et des créanciers chirographaires ordinaires, à la loi du lieu de situation du constituant, et d'examiner l'opposabilité et la priorité dans le cadre de la *lex protectionis*, parallèlement à la question des créanciers garantis et de la propriété intellectuelle non enregistrée. Il sera utile, ajoute l'oratrice, de pouvoir réduire le nombre d'options s'offrant à la Commission.

2. **M. Son** Seoung-woo (République de Corée) dit que la délégation de la République de Corée préconise l'option C (contenue dans le document A/CN.9/700/Add.6), mais que, dans le souci de parvenir à un consensus, elle peut appuyer les propositions mises en avant par le Bureau permanent de la Conférence de La Haye de droit international privé, la Commercial Finance Association et l'American Bar Association (A/CN.9/XLIII/CRP.7). La *lex protectionis* s'appliquera aux principales questions de la propriété, en particulier l'opposabilité et la priorité. Avant tout, la loi relative à la réalisation doit être la loi du lieu de situation du constituant.

3. **M. Umarji** (Inde) dit que la délégation indienne préfère l'option A s'agissant de la *lex protectionis*. La proposition soumise par le Canada (A/CN.9/XLIII/CRP.8) est similaire à l'option A, non sans avoir fait l'objet d'une adaptation relative à la représentation de l'insolvabilité. L'adoption de cette proposition facilitera le respect par les États parties des conventions internationales faisant intervenir la *lex protectionis* que mentionne la note du Secrétariat (A/CN.9/700/Add.6, par. 14). C'est ainsi que la délégation indienne appuie la proposition canadienne.

4. **M. Dolata** (Pologne) et **M. Maradiaga** (Honduras) approuvent également la proposition du Canada.

5. **M. Morán Bovio** (Espagne) dit qu'il est nécessaire avant tout de parvenir à une seule et unique

solution; sinon, le Guide, qui renferme des recommandations uniformes, sera altéré. Cela étant posé, l'orateur appuie la proposition canadienne en saluant sa clarté et sa simplicité. Cette proposition conduira à une certitude accrue dans l'application du Guide. Toutefois, si une majorité se dessine en faveur d'une autre solution, la délégation espagnole, dit l'orateur, se joindra au consensus par souci de parvenir à une solution unique.

6. **La Présidente** convient qu'il est essentiel de parvenir à une seule règle dans le cadre d'un régime uniforme et harmonisé.

7. **M<sup>me</sup> Smyth** (Australie) dit que les options E et F (A/CN.9/XLIII/CRP.7) sont celles qui se rapprochent le plus de la nouvelle législation en vigueur en Australie sur les règles de conflit de lois dans le cadre du régime australien sur les biens meubles. Bien que plus complexes que la proposition canadienne, ces options offrent un degré de sécurité accru aux parties qui prennent une sûreté grevant des propriétés intellectuelles. À certaines exceptions près, lorsque la *lex protectionis* s'appliquera, ces options répondront également aux préoccupations des parties qui obtiennent des transferts de droits de propriété intellectuelle. Toutefois, la délégation de l'Australie, dit l'oratrice, comprend bien qu'une seule et même règle sera fort bienvenue pour les utilisateurs du Guide.

8. **M. Monardes** (Chili) dit que la délégation du Chili préfère l'option A compte tenu de la législation nationale du Chili en la matière. La loi déterminant le rang de priorité des droits en matière de propriété intellectuelle doit être celle de l'État qui protège la propriété.

9. **La Présidente** rappelle à la Commission que la règle devra fonctionner sous le régime prévu dans le Guide ainsi que dans le contexte des régimes nationaux de propriété intellectuelle.

10. **M. Hughes** (États-Unis d'Amérique) dit n'être pas au courant des problèmes que les conventions mentionnées par le représentant de l'Inde peuvent poser en termes de choix à effectuer par la Commission, et l'orateur souhaiterait obtenir des précisions en la matière. La délégation des États-Unis d'Amérique, dit l'orateur, partage les préoccupations exprimées concernant la proposition canadienne (A/CN.9/XLIII/CRP.8) car celle-ci soumet la réalisation à la *lex protectionis*, de sorte qu'une sûreté sur tous les biens de propriété intellectuelle d'une société

dans le monde ne peut faire l'objet d'une réalisation lors d'une vente sous un régime particulier, ce qui est une erreur du point de vue économique. Il est préférable que la loi du lieu de situation du constituant régie cette question ainsi que le préconisent les propositions formulées par la Commercial Finance Association (A/CN.9/XLIII/CRP.7).

11. **M. Korma** (Égypte) demande si la proposition canadienne permet d'appliquer deux régimes juridiques distincts à différents créanciers garantis et, le cas échéant, s'enquiert de ce qui se passe dans l'éventualité d'un conflit entre les deux régimes. La proposition ne semble pas couvrir cette éventualité.

12. **M. Du Jun** (Chine) dit que la délégation de la Chine préfère l'option A car les sûretés découlent des droits de propriété intellectuelle. La législation du pays établissant les droits de propriété intellectuelle est applicable.

13. **M. Özsunay** (Turquie) exprime l'appui de la délégation de la Turquie à l'option E.

14. **M. Deschamps** (Canada) dit que, aux termes de la proposition de la délégation du Canada, la réalisation est régie par la *lex protectionis*, de sorte que si deux créanciers garantis ont obtenu une sûreté réelle mobilière sur le même bien, une seule loi s'appliquera à la procédures de réalisation ouverte par l'un des deux créanciers garantis ainsi qu'à la détermination du rang de priorité de chacun des deux réclamants. Toutefois, cela vaudra également si la loi du constituant, et non la *lex protectionis*, est applicable.

15. **M. Cohen** (États-Unis d'Amérique) dit que la délégation des États-Unis d'Amérique croit comprendre que, si un unique droit de propriété intellectuelle est protégé par la loi d'un seul État, la réalisation sera régie par la loi d'un État, aussi bien dans la proposition canadienne que dans les autres propositions présentées à la Commission. Toutefois, l'orateur se demande ce qui adviendra dans le cas de multiples biens de propriété intellectuelle protégés par les lois de nombreux États et qu'un créancier garanti cherche à réaliser une sûreté. L'orateur demande si la proposition canadienne aboutira toujours à la réalisation aux termes de la loi d'un seul État.

16. **M. Chan Wah-Teck** (Singapour) demande que des précisions soient apportées à l'intervention du représentant du Canada selon laquelle, lorsque les biens de propriété intellectuelle servent de garantie et

qu'un créancier garanti recherche une réalisation, la *lex protectionis* détermine le rang de priorité, mais que la loi du lieu de situation du constituant peut s'appliquer dans certaines conditions.

17. **La Présidente** croit comprendre que la proposition canadienne préconise que seule la *lex protectionis* s'appliquera et que la proposition de la Commercial Finance Association recommande que seule la loi du lieu de situation du constituant s'appliquera, de sorte que les deux propositions prévoient seulement un seul droit applicable.

18. **M. Brennan** (Observateur de l'Independent Film and Television Alliance) dit que la *lex protectionis* relativement à une procédure de réalisation ne requiert pas la conduite par un créancier garanti de procédures de réalisation multiples dans de multiples pays. Le résultat d'un transfert est de préférence déterminé par le droit de chaque État accordant une protection, et lorsqu'un créancier garanti exerce un pouvoir de donneur de licence pour rendre une disposition des droits en cas de saisie aux termes de la loi d'un pays particulier, ce pouvoir existe dans de multiples pays. La seule question pour la *lex protectionis* consiste à savoir si le transfert résultant est reconnu dans un autre pays, ce qui suppose normalement le simple respect d'une procédure régulière. Un contrat ou un jugement de réalisation obtenu dans un pays ne requiert pas l'établissement d'un nouveau contrat ou jugement dans tout autre pays, mais la question de savoir si ces instruments sont applicables dans les faits dépend de la loi du pays.

19. **M. Riffard** (France) dit que, même si la Commission doit limiter le nombre d'options proposées, ce ne sera pas un problème de disposer de plus d'une option dans le Guide, lequel propose des variantes relativement aux autres questions. Les propositions canadienne et de la Commercial Finance Association cherchent à remplacer les options A à D. Les tenants de l'option A et de la *lex protectionis* favorisent la proposition canadienne, mais les deux propositions peuvent être reprises.

20. **M. Weise** (Observateur de l'American Bar Association) dit que, sur la base des options présentées dans le document A/CN.9/XLIII/CRP.7, les questions de propriété seront couvertes par la *lex protectionis*, tandis que les questions de réalisation seront couvertes par la loi du pays où se situe le constituant. En revanche, selon la proposition canadienne

(A/CN.9/XLIII/CRP.8), toutes les questions touchant la réalisation, liées aux actifs ou à la procédure, sont régies par la *lex protectionis*. Ainsi, s'il existe des droits de la propriété intellectuelle protégés par les lois de plus d'un État, plusieurs régimes de procédures de réalisation seront nécessaires.

21. **M. Brennan** (Observateur de l'Independent Film and Television Alliance) dit qu'il y a, semble-t-il, une certaine équivoque. En tant qu'avocat spécialisé dans la propriété intellectuelle, l'orateur estime que la *lex protectionis* désigne la loi de l'État de protection de sorte que, en vertu de la règle de conflit, les questions concernant la propriété seront régies par une loi et les aspects contractuels seront régis par une autre loi. Il importe ainsi de préciser le sens de la *lex protectionis*.

22. **La Présidente** dit ne pas avoir entendu de soutien aux options B et D (A/CN.9/700/Add.6, p. 16-17), et que l'État qui a appuyé l'option C est à présent disposé à appuyer la proposition contenue dans le document A/CN.9/XLIII/CRP.7. En l'absence d'objections à l'élimination des options B, C et D, la discussion se limitera aux propositions contenues dans les documents A/CN.9/XLIII/CRP.7 et A/CN.9/XLIII/CRP.8, parallèlement à l'option A. Toutefois, étant donné les infimes différences existant entre la proposition canadienne (A/CN.9/XLIII/CRP.8) et l'option A, l'oratrice se demande si l'option A peut être abandonnée.

23. **M. Wiegand** (Observateur de la Suisse) dit que la délégation suisse est disposée à abandonner l'option A, à la seule condition toutefois d'inclure la proposition contenue dans le document A/CN.9/XLIII/CRP.8 dans le Guide.

24. **La Présidente** dit que, faute d'approbation unanime visant à éliminer l'option A, la Commission l'examinera en même temps que les propositions contenues dans les documents A/CN.9/XLIII/CRP.7 et A/CN.9/XLIII/CRP.8.

25. **M. Deschamps** (Canada) dit que le représentant de l'Égypte a posé une question sur les réclamations concurrentes émanant de deux différents créanciers garantis relativement au même actif. L'orateur répond que si l'actif est protégé par la loi d'un État donné, et si la *lex protectionis* régit le rang de priorité et la réalisation des deux sûretés réelles mobilières, comme cela sera le cas dans le cadre de toute proposition qui renvoie ces questions à la *lex protectionis*, une seule loi s'appliquera relativement à cet actif. En réponse à la

question posée par le représentant des États-Unis d'Amérique sur un constituant propriétaire de plusieurs biens de propriété intellectuelle dans plusieurs États, l'orateur dit que, si la *lex protectionis* est le droit applicable, les créanciers garantis devront se tourner vers la loi de chaque État pour chaque actif. Toutefois, les problèmes de concurrence entre créanciers garantis seront tranchés par une seule loi.

26. **M. Weise** (Observateur de l'American Bar Association) dit que la loi d'un État s'appliquera comme entre deux créanciers garantis dans le cas d'un unique bien de propriété intellectuelle protégé par la loi d'un seul État. D'autre part, dans le cas de multiples biens de propriété intellectuelle protégés par les lois de plusieurs États, les lois de ces États s'appliqueront chacune à la propriété intellectuelle particulière qu'elles protègent.

27. **M. Deschamps** (Canada) dit approuver entièrement cette interprétation.

28. **M. Bazinas** (Division du droit commercial international) dit qu'il y a probablement une équivoque. L'idée est que, dans le cas d'un conflit de priorité entre deux créanciers garantis relativement à un bien de propriété intellectuelle protégé par la loi de l'État A, le rang de priorité sera déterminé par la loi de l'État A. Si les mêmes créanciers ont une sûreté sur un autre bien de propriété intellectuelle protégé par la loi de l'État B, leur conflit de priorité sera tranché par la loi de l'État B. Un conflit de priorité sera toujours tranché par une loi car les biens de propriété intellectuelle sont soumis à un traitement national.

29. **M. Agthe** (Observateur de l'Association internationale pour les marques) dit être d'accord avec le résumé de M. Bazinas.

*La séance est suspendue à 11 h 15 et reprend à 12 h 10.*

30. **La Présidente** dit qu'il peut être utile, dans l'espoir d'établir une seule règle, d'examiner le droit applicable à chacune des différentes composantes de la sûreté, à savoir la constitution, l'opposabilité et la priorité, ainsi que la réalisation.

31. **M. Deschamps** (Canada) dit que la délégation canadienne est disposée à amender sa proposition, mais uniquement sur la question de la réalisation, en réponse aux préoccupations exprimées par de nombreuses délégations qui ont appuyé la proposition contenue dans le document A/CN.9/XLIII/CRP.7. La proposition

révisée, pour laquelle l'orateur ne dispose pas de texte, indiquera que la réalisation sera régie par la loi du lieu de situation du constituant, et non par la *lex protectionis*.

32. **La Présidente** croit comprendre que la constitution, l'opposabilité et la priorité seront régies par la *lex protectionis*, excepté que le créancier garanti peut chercher à se prémunir contre un administrateur de l'insolvabilité et des créanciers chirographaires ordinaires aux termes de la loi du lieu de situation du constituant. La réalisation, d'autre part, sera régie par la loi du lieu de situation du constituant.

33. **M. Tosato** (Italie) dit que, tandis que la proposition semble acceptable dans son principe, il sera essentiel de disposer d'un texte. Dans le cas d'un appui vigoureux à la modification permettant de soumettre la réalisation à la loi du lieu de situation du constituant, il sera essentiel d'inclure un commentaire pour analyser les questions qui peuvent être soulevées durant cette réalisation en rapport avec la priorité et l'opposabilité.

34. **M. Weise** (Observateur de l'American Bar Association) dit que même si sa délégation a été l'un des tenants de la proposition contenue dans le document A/CN.9/XLIII/CRP.7, elle appuiera le projet de remaniement de la proposition canadienne (A/CN.9/XLIII/CRP.8). Toutefois, la règle générale selon laquelle la constitution est protégée par la *lex protectionis* doit prévoir une exception pour que la constitution puisse également être protégée par la loi du lieu de situation du constituant.

35. **La Présidente** croit comprendre qu'il est proposé, s'agissant de la constitution, d'offrir aux parties l'option de soumettre les sûretés réelles mobilières à la loi du lieu de situation du constituant ou à la *lex protectionis*.

36. **M. Nigam** (Inde) dit que la proposition révisée du Canada doit être clarifiée. Si, par exemple, le titulaire d'un brevet dans un pays A accorde une licence à cinq preneurs de licence dans cinq différents pays, et que ces preneurs de licence constituent des sûretés réelles mobilières grevant leurs droits et empruntent de l'argent auprès de différents prêteurs dans leurs pays respectifs avant d'être dans l'incapacité de rembourser leurs emprunts, il y aura réalisation aux termes de la loi du lieu de situation du constituant. Si les droits de licence sont vendus à un autre tiers, le brevet et la sûreté sur ce brevet doivent être enregistrés

dans le pays A, où le brevet initial est protégé. Toute vente ou transfert des droits des preneurs de licence à un autre tiers devra également être enregistré dans le pays A. L'orateur souhaite savoir s'il en sera toujours ainsi avec le projet d'amendement au document A/CN.9/XLIII/CRP.8.

37. **M. Weise** (Observateur de l'American Bar Association) dit que les obligations juridiques régissant l'enregistrement du transfert de la propriété intellectuelle dans la *lex protectionis* s'appliqueront toujours. À cet effet, le commentaire du document A/CN.9/XLIII/CRP.7 serait mieux indiqué dans le document A/CN.9/XLIII/CRP.8, ainsi que le demande le représentant de l'Italie, pour aider à clarifier la question et montrer que la proposition canadienne amendée atteindra les résultats souhaités par le représentant de l'Inde.

38. **La Présidente** croit comprendre que, en cas d'une licence concédée par un titulaire de brevet d'un pays A à des preneurs de licence dans les pays B, C et D, lesquels accordent alors une sûreté à leurs prêteurs respectifs dans les pays B, C et D, avant défaillance suivie d'une réalisation dans les pays de chacun des prêteurs, le droit de la propriété intellectuelle des pays où la propriété intellectuelle est protégée continuera de s'appliquer. L'oratrice croit comprendre qu'il existe un accord général visant à inclure les parties pertinentes du commentaire contenu dans le document A/CN.9/XLIII/CRP.7 dans le projet de supplément.

39. *Il en est ainsi décidé.*

40. **M. Deschamps** (Canada) déclare approuver pleinement l'explication donnée par l'Observateur de l'American Bar Association ainsi que la prise en compte des observations sur les aspects réels du processus de réalisation contenues dans le commentaire. Toutefois, par souci de simplicité, les observations contenues dans le document A/CN.9/XLIII/CRP.7 doivent être reprises dans le commentaire et non dans la Règle elle-même. Néanmoins, la Règle doit être lue à la lumière des dispositions générales du Guide, déjà prévues en vue du même effet.

41. **M. Agthe** (Observateur de l'Association internationale pour les marques) indique que sa délégation ne conteste pas le principe selon lequel les effets d'une disposition seront régis par le droit de la propriété intellectuelle du pays où la propriété intellectuelle est protégée. Toutefois, l'exemple donné

est trompeur: on ne peut concéder sur un brevet enregistré dans un pays A une licence à un preneur de licence dans le pays B car ce brevet n'est pas valable en dehors du pays où il est enregistré. Le brevet doit également être enregistré dans le pays B, où le preneur de licence est situé et où il mettra à profit l'invention décrite dans le brevet.

42. **M. Weise** (Observateur de l'American Bar Association) dit qu'un meilleur exemple serait peut-être le cas d'un constituant titulaire d'un brevet dans le pays A qui est protégé par la loi du pays ainsi que d'un autre brevet protégé par la loi du pays B, tandis que le constituant lui-même est situé dans le pays C. La réalisation aura lieu aux termes de la loi du pays C, mais la loi du pays A, qui exige l'enregistrement du brevet dans le pays A afin que la disposition relative à la réalisation soit mise en œuvre ou menée à terme, demeurera applicable.

43. **La Présidente** s'enquiert d'éventuelles objections de principe à la proposition canadienne assortie des modifications proposées.

44. **M. Umarji** (Inde) dit que la *lex protectionis* sera altérée si elle passe de la règle principale au commentaire. La délégation de l'Inde, poursuit l'orateur, préférerait que la règle elle-même dispose que la *lex protectionis* continuera de s'appliquer à la réalisation des sûretés et est ainsi favorable à l'option A. Toutefois, l'orateur peut également accepter la proposition canadienne accompagnée des modifications proposées concernant la pratique en matière d'insolvabilité.

45. **La Présidente** croit comprendre que, de l'avis des tenants de l'option A ou de la proposition canadienne initiale, l'opposabilité et la priorité sont les principaux éléments à soumettre à la *lex protectionis*. Dans la proposition canadienne modifiée, la *lex protectionis* s'applique encore à chacun de ces deux éléments, en même temps qu'à la constitution.

46. **M. Deschamps** (Canada) réaffirme l'introduction d'une seule modification à la proposition canadienne initiale contenue dans le document A/CN.9/XLIII/CRP.8: une phrase sera ajoutée à l'effet de soumettre la réalisation à la loi du lieu de situation du constituant et non à la *lex protectionis*. Le mot « réalisation » sera ainsi effacé de la première phrase.

47. **M. Cohen** (États-Unis d'Amérique), signalant que, aux termes de la proposition canadienne, la

constitution d'une sûreté réelle mobilière sera régie soit par la *lex protectionis* soit par la loi de l'État du constituant, dit que la question de savoir comment fonctionneront ces options peut être clarifiée dans le commentaire. Concernant la modification proposée relativement à la réalisation, l'orateur convient de la nécessité d'examiner la formulation suggérée.

48. **M. Riffard** (France) dit que les préoccupations de la délégation française concernant la réalisation ont été prises en compte et qu'elle appuie ainsi la proposition canadienne assortie des modifications suggérées.

49. **M. Wiegand** (Observateur de la Suisse) dit que, si la proposition canadienne est modifiée selon le modèle proposé, la délégation suisse peut l'appuyer totalement et ne souhaitera plus retenir l'option A.

50. **M. Morán Bovio** (Espagne), **M. Agthe** (Observateur de l'Association internationale pour les marques) et **M. Son** Seoung-woo (République de Corée) appuient la proposition canadienne assortie des modifications qui ont été décrites.

51. **M. Mittsdoerffer** (Allemagne) dit que la délégation allemande continue de croire que la *lex protectionis*, telle qu'exposée dans l'option A, doit être le point de départ de toute discussion. Elle est toutefois disposée à s'écarter dans une certaine mesure de ce principe pour ce qui est de la constitution et de la réalisation, et ainsi appuie pleinement la proposition canadienne assortie des modifications suggérées.

52. **M<sup>me</sup> Sanderson** (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) dit que la délégation britannique appuie également la proposition canadienne sous réserve d'un accord sur la nouvelle formulation. L'oratrice convient avec le représentant de l'Espagne qu'il est dans l'intérêt de tous d'apporter une solution unique à la question examinée.

53. **M<sup>me</sup> Hu Shengtao** (Chine) sollicite des précisions quant à savoir si tous les pays où sont enregistrés des biens de propriété intellectuelle, y compris l'État du constituant, peuvent être considérés comme des États de protection, et demande si soumettre l'application bilatérale des échanges contractuels à la loi de l'État du constituant, conformément aux amendements suggérés à la proposition canadienne, suppose alors que cette réalisation n'implique pas une opposabilité effective.

54. **M. Bazinas** (Division du droit commercial international) croit comprendre que la première phrase

de la proposition canadienne prévoit qu'une sûreté peut être constituée aux termes de la loi de l'État où la propriété intellectuelle est protégée, tandis que la deuxième phrase offre la possibilité de constituer une sûreté aux termes de la loi de l'État du constituant, où le créancier garanti ne s'inquiète pas de conflits avec les autres créanciers garantis mais des situations de risque de perte de sa garantie et d'insolvabilité du constituant. Il faut également ne pas perdre de vue que, conformément à la recommandation 223 du Guide, l'ouverture d'une procédure d'insolvabilité ne doit pas déterminer la loi applicable, mais elle peut avoir une incidence dans la mesure où certaines questions telles que l'annulation, le traitement des créanciers garantis, le classement des créances ou la répartition du produit doivent être tranchées aux termes de la loi de l'État où s'ouvre la procédure d'insolvabilité.

55. Si la proposition canadienne est modifiée selon le modèle suggéré, la réalisation sera soumise à la loi de l'État du constituant. Ainsi, si un créancier garanti a une sûreté grevant des biens de propriété intellectuelle situés dans de nombreux États, cette sûreté sera réalisée aux termes de la loi de l'État où le constituant est situé. Bien entendu, la question reste de savoir si les pays où les biens sont protégés accepteront le résultat de cette réalisation. En outre, comme exposé dans la recommandation 222 du Guide, toute règle relative au droit applicable est soumise à des règles impératives ainsi qu'à l'action des pouvoirs publics de l'État du for.

56. **M. Brennan** (Observateur de l'Independent Film and Television Alliance) dit que la proposition canadienne assortie des modifications suggérées représente une excellente avancée qui profitera aux professionnels de la propriété intellectuelle.

57. **M. Alcantara** (Observateur de la Commercial Finance Association) dit que sa délégation figure parmi les tenants de la proposition exposée dans le document A/CN.9/XLIII/CRP.7 mais qu'elle peut pleinement appuyer la proposition canadienne révisée comme option unique à reprendre dans le projet de supplément.

58. **M<sup>me</sup> Rogne** (Norvège) et **M. Özsunay** (Turquie) appuient la proposition canadienne révisée, sous réserve d'un accord sur le texte exact.

59. **M<sup>me</sup> Longcroft** (Organisation mondiale de la propriété intellectuelle) dit que, comme signalé dans le document A/CN.9/701, l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle a constamment estimé que la *lex*

*protectionis*, telle qu'exposée dans l'option A, doit demeurer le principe déterminant le droit applicable à une sûreté grevant des propriétés intellectuelles. La délégation de l'oratrice, toutefois, appuiera la proposition canadienne si celle-ci est modifiée selon le modèle suggéré.

60. **M. Weise** (Observateur de l'American Bar Association) dit que, aux termes de la proposition canadienne, l'option consistant à appliquer la loi du lieu de situation du constituant à la constitution d'une sûreté est disponible en toutes circonstances et n'est pas limitée aux cas de conflit avec l'administrateur de l'insolvabilité. L'opposabilité est l'unique élément qui est limité à ces conflits.

61. **La Présidente** dit qu'il existe, semble-t-il, un large appui de principe à la proposition canadienne assortie des modifications suggérées. Le texte exact sera rédigé en temps opportun en vue de l'examen par la Commission.

*La séance est levée à 13 heures.*